Numéro 75
Mercredi
30 janvier 1980
Prix : 1 F
12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Carter-Giscard : la relance économique et électorale par le commerce de mort • Bonnet et ses homologues préparent l'Europe des bavures • Aéro-spatial : manque de crédits contre profits à venir • Recherche : les scientifiques refusent la botte • Mots croisés avec Luc Soubré • Que contenaient les caisses de Bangui ? • Indice des prix : Khaled au secours de Barre

Contre ceux qui exploitent la crise

Servir la paix

Réprouver les crimes commis par les dirigeants soviétiques contre le droit des peuples et les droits de l'Homme, est une obligation de morale internationale. L'accusation portée par les socialistes est ferme : l'invasion de l'Afghanistan, comme la déportation de Sakharov sont des actes inexcusables.

Mais cette position n'implique pas de hurler avec tous les loups de l'anti-soviétisme et de l'anti-communisme. Ni d'absoudre parmi ces hurleurs, ceux qui se sont rendus coupables en d'autres lieux et d'autres temps, des mêmes fautes contre l'humanité.

Le coup de Kaboul ne fait pas oublier la guerre américaine au Vietnam, le Nicaragua, le Chili... et n'autorise pas le sinistre Pinochet à se présenter maintenant en défenseur indigné des libertés !

Comment ne pas dénoncer aussi l'exploitation, à des fins électorales, de la crise que traverse le monde aujourd'hui ? Carter y a trouvé prétexte à une augmentation de ses crédits d'armement et moyen de remonter au sommet des sondages, en flattant les sentiments chauvins de ses concitoyens.

Un alarmisme profitable

Giscard, qui n'est pas innocent - pour avoir commandé quelques opérations militaires au Tchad, en Centrafrique et ailleurs - entend bien également tirer quelque avantage de la situation. Il n'a pas hésité, dès son message de nouvel An, à employer un ton alarmiste en pensant que cela pouvait lui profiter. Poniatowski vient encore d'en remettre, visiblement dans le même but : inquiéter les Français.

En se conduisant ainsi, Carter et Giscard n'agissent pas en faveur de la paix. Ils le savent. Mais ils choisissent de servir leurs ambitions personnelles plutôt que d'assumer les devoirs de leurs responsabilités.

Les représailles alimentaires ou le boycott des jeux, décidés à Washington, sont des actes de nature à ruiner les chances du retour à la détente. Le dire n'est pas excuser Moscou. Et condamner Moscou n'est pas approuver l'autre impérialisme. C'est choisir la cause de la coexistence pacifique. Comme le disait l'autre jour François Mitterrand à *Antenne 2*, après avoir jugé « faute ou faiblesse » l'opération afghane : «il faut que l'U.r.s.s soit conduite à reprendre la discussion sur les problèmes qui touchent à la vie du monde».

Ce devrait être la position de toutes les forces de gauche. C'est d'ailleurs celle de la plupart d'entre-elles : dans le courant socialiste international, dans le mouvement communiste européen, dans de nombreux pays du Tiers-Monde, dans une large partie de l'Islam. C'est celle aussi de beaucoup de communistes français. Mais pas de leurs dirigeants. Entre Moscou et la paix, ils ont eux, choisi Moscou.

Georges Fillioud

épinglé

« La Ve République est le régime qui a le plus respecté le principe de la séparation des pouvoirs ».

Alain Peyrefitte, devant la cour d'appel de Pau.

Indices :
Barre a trouvé son excuse

Le pétrole est toujours en hausse

Le nouveau coup de pouce donné par l'Arabie au prix de son pétrole peut s'interpréter de diverses manières : volonté de donner un gage aux pays islamiques plus «durs», stratégie visant à réunifier les prix alors qu'une détente se produit sur le marché pétrolier international ou modification des rapports de force au sein des milieux dirigeants saoudiens.

La question est maintenant de savoir si ce geste restera isolé ou si, selon le principe de «l'échelle de perroquet» ces 2 dollars supplémentaires par baril vont être répercutés sur l'ensemble de la gamme des prix pétroliers. En tout cas, pour la France, qui achète un tiers de son pétrole à l'Arabie, le coup est rude. Une nouvelle augmentation des prix des carburants est probable vers le 15 février.

Déjà l'indice des prix de janvier est grevé de 0,8%, après le coup de massue du début d'année (carburants, gaz, électricité). Février risque de prendre aussi du plomb dans l'aile.

Economie

Carter : military business is good business

Giscard : les affaires militaires sont de bonnes affaires

C'est parti. Tension internationale aidant, les techno-structures militaro-industrielles de tous les pays s'unissent ! Passant des paroles aux actes, Carter vient de donner un coup de pouce substantiel aux dépenses militaires américaines : une rallonge qui porte à plus de 5% la progression en volume des crédits de la défense.

Surtout le président américain a donné son aval à un plan, qui, à horizon de cinq ans, doit à la fois développer les capacités d'intervention de l'armée américaine (coût : 10 milliards de dollars).

A quoi s'ajoutent la mise en chantier de 17 navires et de nombreux avions, la mise en fabrication d'un nouveau type de char lourd dit «XM1» et le développement de diverses sortes de missiles.

Non seulement le Congrès américain applaudit, mais il en rajoute. Le voici bien loin de la guerre du Vietnam alors qu'il menaçait de couper les crédits militaires pour accélérer le désengagement américain.

En l'état actuel de la situation, il s'agit donc bien davantage d'une remilitarisation de l'économie portant sur le moyen terme que d'un brutal effort de guerre du genre de celui provoqué par Pearl Harbour ou par les débuts de la guerre de Corée.

Les effets économiques de cette politique devraient donc être relativement diffus dans l'immédiat, mais propres à activer l'économie américaine à l'horizon de plusieurs années. D'autant que ce programme américain nécessite, notamment en matière de missiles, des études préalables. Il faut cette fois développer de nouvelles technologies. Cela confirme «l'utilité» de cette phase de guerre froide dans la restructuration en cours du capitalisme mondial.

La France de son côté n'entend pas être

(Suite page 2)

POSITION

Aéro-spatial

Par Alex Raymond (*)

Depuis la fin de l'année 1979, les usagers des lignes aériennes ont retrouvé les horaires habituels, permettant les déplacements indispensables à la vie économique en cette fin du XX^{e} siècle.

Chacun d'entre nous s'est adapté au modernisme : la voiture, les transports sans oublier l'électro-ménager et l'audio-visuel.

Aujourd'hui, parlons du transport aérien. Le développement de l'aviation civile, les avantages, les plaisirs qu'elle procure font que toutes les couches sociales sont attirées par ce mode de déplacement et ont su l'apprécier. Il suffit en effet de se trouver dans une aérogare pour s'apercevoir que jeunes et moins jeunes, travailleurs en déplacement, cadres, sportifs, personnes du troisième âge utilisent largement ce mode de transport. On tend de plus en plus vers ce qu'il est convenu d'appeler «la démocratisation du transport aérien».

Il n'est pas rare de constater certains jours de la semaine ou en quelques périodes précises de l'année que le trafic important oblige parfois ceux qui guident les «grands oiseaux» à retarder de quelques minutes l'atterrissage ou le décollage de ces derniers.

Qui donc prend ces responsabilités ? Qui donc règle ce véritable balai ? Ce sont les contrôleurs aériens appelés aussi, pour mieux comprendre leur rôle, les «aiguilleurs du ciel».

Le pourquoi des conflits

Si je disais en préambule que les usagers ont retrouvé les horaires habituels en fin 1979, c'est que ces mêmes aiguilleurs étaient en grève depuis le 25 octobre 1979.

Les usagers précités doivent se souvenir de cette période gênante certes, mais autant pour eux que pour tout ce qui vit du trafic aérien: chauffeur de taxi - restaurateurs - hôteliers - commerçants, etc...

La grève a cessé mais le problème n'a pas pour autant trouvé de solution.

Il est bon, je crois, de rappeler ici que ce secteur, technologiquement en pointe, ce service public, exige un personnel hautement qualifié, des équipements très sophistiqués, pour assurer une mission bien souvent méconnue du public.

Ce service, créé en 1948, a connu de nombreuses crises d'origine socio-professionnelle dues pour la plupart au décalage existant entre la croissance du transport aérien et les moyens humains et matériels fournis par l'Etat.

De 1955 à 1980, grèves et sanctions ont jalonné cette période. Pourquoi ces conflits ? Parce que depuis l'origine on a assisté à un manque de conscience du pouvoir politique quant à l'importance de la circulation aérienne.

Ce n'est pourtant pas faute d'avoir dénoncé la faiblesse du budget de la navigation aérienne, et c'est ainsi que dans une conjoncture favorable pour la construction aéronautique, tout comme pour les compagnies aériennes, on touche du doigt la faiblesse de nos équipements.

Certes, des progrès ont été enregistrés (c'est heureux) mais beaucoup, beaucoup trop reste à faire.

Et c'est pourquoi les contrôleurs de la navigation aérienne réclament et s'insurgent. Bien sûr leur organisation syndicale avance leurs revendications dans les déroulements de carrière, les conditions de travail, la liquidation du contentieux déjà ancien mais ils réclament aussi davantage de moyens pour la sécurité.

Alors, au moment où doivent reprendre les négociations faisant suite à celles du 3 janvier 1980, souhaitons que l'on s'achemine vers une solution satisfaisante et définitive mettant ainsi fin à une situation fragile qui n'a que trop duré et ceci pour le plus grand bien d'un secteur important de notre économie.

Danger de démantellement

De l'aviation, si l'on passait au spatial ! En ce domaine les choses vont vite ; à peine s'est-on réjouit du lancement de la fusée Ariane qu'on annonce la création d'Ariane Espace, société chargée de la production et de la commercialisation d'Ariane. Cette société privée serait constituée par du personnel «prélevé» au C.n.e.s.

Outre les craintes ressenties par le personnel concernant son avenir, on peut également se poser des questions sur l'avenir notre potentiel national ? Ce sont en effet des organismes publics français (C.n.e.s, S.n.i.a.s, S.e.p) ou européens (E.s.a) qui ont développé les recherches et financé les investissements les plus coûteux.

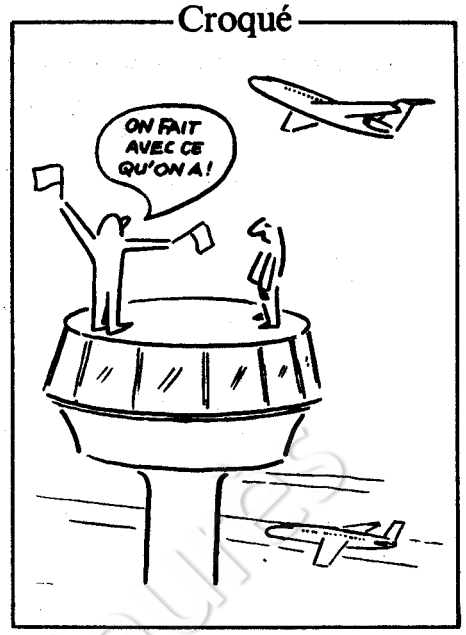
Alors, pourquoi au moment où des débouchés commerciaux importants commencent à se faire jour, nos gouvernants ressentent-ils la nécessité de livrer le bénéfice de notre travail à des intérêts privés.

Convenez que voilà une singulière manière de voir les choses et lorsque les organisations syndicales parlent de démantellement du C.n.e.s elles n'ont peut-être pas tout à fait tort !

Du reste, une question écrite posée en décembre 1979 à ce sujet, n'a toujours pas reçue réponse... alors en ce domaine également il conviendra d'être vigilant. Nous y veillerons !

(*) Député de Haute-Garonne, Delegué national Air-Espace.

Croqué



Good business

(suite de la première page)

en reste, même si la remilitarisation se fait discrète. Avant même l'intervention soviétique en Afghanistan, le budget de la Défense était l'enfant chéri de la loi de Finances : ses crédits augmentent plus vite que l'ensemble des dépenses de l'Etat.

Une opération juteuse

Et sur le front extérieur, les ventes d'armes françaises qui ont relativement stagné ces dernières années vont être relancées, notamment en direction des pays du Golfe persique.

Si l'on croit un quotidien koweitien, le projet d'une industrie arabe d'armement refait surface. Initialement prévue pour être installée en Egypte et financée par les Saoudiens puis abandonnée, cette industrie pourrait être implantée ailleurs et financée par l'ensemble des pays du golfe. Son objectif : fabriquer sur place des avions Mirage III et des missiles Crotale. Côté finances l'opération serait juteuse : 35 milliards de francs en cinq ans.

Giscard va négocier l'affaire lors de son voyage dans le Golfe en mars... En oubliant ses habits neufs de «champion de la paix mondiale». Comme si les armes étaient faites pour faire la guerre !

ERRATUM - Une erreur de transcription a rendu incompréhensible un passage de l'article «Position» de Louis Mexandeau publié dans *Riposte* d'hier. Au début du 3^{e} paragraphe, il fallait lire : «La *défaite* de la gauche en mars 1978, organisée par la direction du P.c.f pour des motifs... » et non pas «La *réalité* de la gauche en mars 1978, ... »

Energies nouvelles

L'A.d.e.n démarre

Le 28 janvier, s'est tenue, à Paris, l'Assemblée constitutive de l'A.d.e.n (Association pour le développement des énergies nouvelles). Le règlement intérieur a été adopté et le Bureau provisoire (président Alain Bombard, vice-président Philippe Marchand ; secrétaire Paul Quilès ; trésorier et responsable administratif Marc Duez) a été confirmé dans ses fonctions.

A l'occasion de la discussion du calendrier des manifestations auxquelles l'A.d.e.n doit participer, Alain Bombard a rappelé qu'il était opposé au projet G.d.f qui envisage le stockage d'1 milliard de mètres cubes de gaz naturel sous la forêt de Rambouillet.

Cette opposition prendra la forme d'une manifestation, qui se déroulera courant avril à la mairie de Beynes (Yvelines).

Qui est qui ?

MOTS CROISES AVEC LUC SOUBRE (*)

Le principe de la coordination régionale avait été arrêté au Congrès de Nantes. Il s'est définitivement concrétisé au Congrès de Metz avec la définition de l'organisme chargé de la mettre en pratique.

«Le Secrétariat est composé de deux représentants par Fédération, désignés par les commissions exécutives fédérales et des Premiers secrétaires fédéraux. Cette assemblée désigne en son sein le coordinateur, qui est élu pour deux ans».

— *Renouvelables ?*

«Rien ne l'empêche mais il est logique que l'on s'achemine vers une rotation bis-annuelle qui donne le poste à tour de rôle à chaque Fédération».

— *De quoi s'occupe ce Secrétariat ?*

«Il traite de tous les problèmes communs. Bien entendu son rôle varie de région à région, suivant que le P.s ou la gauche a ou non la majorité au sein du Conseil régional. En ce qui nous concerne, nous tenons des réunions régulières avec les conseillers régionaux socialistes. Notre rôle consiste alors à diffuser l'action du Conseil, à faire des analyses des problèmes régionaux à destination de la presse et des militants, etc...

«Sur un plan plus ponctuel, le Secrétariat s'est occupé des actions de «réception» lors de la venue de Giscard dans la région. un stage «entreprises et formation» sur le thème de la croissance sociale avec Gérard Delfau et Michel Coffineau.

«De la même façon, les commissions fédérales agricoles ayant décidé de l'opportunité d'un stage, nous avons repris l'idée pour lui donner de l'ampleur. Le 9 février à Aiguevive (Haute Garonne) il y aura donc un stage «entreprises et formation sur le thème de la croissance sociale avec Gérard Delfau et Michel Coffineau».

— *Avez-vous des préoccupations politiques spécifiques ?*

«Ce qui nous préoccupe, c'est l'avenir de la Région. Mais nous ne sommes qu'un organe de coopération qui ne vise ni à supplanter les Fédérations ni à faire un rideau qui empêche les relations avec le national. Mais je suis persuadé que c'est un rôle indispensable dont nous faisons l'apprentissage et qui ne peut que se renforcer dans la logique de l'application du Projet socialiste ».

(*) Secrétaire à la Coordination régionale Midi-Pyrénées, conseiller municipal de Toulouse.

RECHERCHE

Mobilisation contre le plan gouvernemental

Mobilité, disponibilité... et manière forte. Tels sont les maitre-mots du plan Aigrain-Saunier-Seité sur le statut des chercheurs. Manière si forte que le Syndicat national des chercheurs scientifiques a appelé à la grève, hier mardi, ses adhérents.

Les mesures arrêtées imposent une limite d'âge à l'admission au C.n.r.s et à l'I.n.s.e.r.m, prévoient une période probatoire de quatre ans, soumettent le recrutement et le déroulement de carrière des chercheurs à des contraintes de déplacements ; elles ont, enfin, été décidées sans aucune concertation avec les personnels intéressés.

Dans un communiqué, le P.s réaffirme «son opposition à toute conception contraignante, qui ne peut qu'entraver l'esprit d'initiative et le déroulement continu et optimal d'une recherche à long terme». Il rappelle que «la recherche doit répondre aux besoins socio-économiques de l'ensemble de la population et non de certains groupes privilégiés proches du pouvoir. Le dynamisme de la recherche publique doit résulter d'une réelle garantie d'emploi et des moyens budgétaires qui lui sont accordés, et non de mesures autoritaires».

Par ailleurs, Jean Pierre Chevènement, dans une question écrite au Premier ministre, demande notamment si ces mesures ne sont pas de nature à remettre en cause la mission de service public de la recherche et si le gouvernement tiendra l'engagement, pris par M. Aigrain, d'ouvrir à la session de printemps, un grand débat au Parlement sur la Recherche.

QUESTIONS ECRITES

Au Sénat

de Claude FUZIER

demande que le ministre de l'Intérieur informe sur les résultats ou la poursuite de l'enquête sur les pratiques prêtées à certaines sociétés de dépannage rapide en matière de facturation.

Il s'adresse d'autre part au ministre du Travail pour que ses services vérifient les conditions de travail très particulières qui sont faites aux travailleurs dans ces sociétés (répression contre les délégués du personnel, non-mensualisation, etc...).

de Robert PONTILLON

qui demande qu'un effort plus important soit consenti sur les relations diplomatiques, culturelles et techniques avec la Guinée-Bissau et le Cap-Vert.

A l'Assemblée

de Bernard DEROSIER

qui demande une intervention énergique auprès des autorités guatémaltèques pour que soit assuré le respect des libertés fondamentales envers les opposants politiques de ce pays.

de Claude EVIN

qui demande que soit supprimé le délai de six mois d'inscription à l'A.n.p.e avant que les jeunes puissent bénéficier des allocations forfaitaires d'indemnisation au chômage.

POUR UNE AUTRE POLITIQUE DE L'ENERGIE

A l'appel du Collectif «région parisienne des 22 organisations signataires de la Pétition nationale Energie

Samedi 2 février 1980
de 10 h à 18 h 30
Salle Albert de Lapparent 75007

«9 heures pour une autre politique de l'énergie».

PROGRAMME

10/12 h. **Table ronde n° 1** - La sécurité du nucléaire : de Harrisburg aux fissures. **Table ronde n° 2** - Quelle politique énergétique pour la région parisienne ?

14/16 h. **Table ronde n° 3** - Les impasses du programme nucléaire français (retraitement, déchets radioactifs, surrégénérateur). **Table ronde n° 4** - Les enjeux économiques.

16 h 30/18 h 30. **Table ronde n° 5** - Les choix énergétiques et la démocratie.

LES CAISSES DE BANGUI

Paul Quilès avait le 25 octobre dernier demandé au ministre des Affaires étrangères des éclaircissements sur le déménagement par les militaires français, des caisses entreposées dans le Palais de Berengo. Le ministre lui avait confirmé que «des armes et des appareils de transmission» avait en effet été transportés.

Etant donné le caractère pour le moins partiel de la réponse, Paul Quilès s'est adressé au ministre de la Défense pour lui demander :

1° de bien vouloir lui donner son appréciation sur ces informations ;

2° de lui préciser quel était le contenu réel de ces caisses ;

3° de lui préciser quelle en a été la destination exacte.

RIPOSTE

12 cité Malesherbes, 75009 Paris Tél. : 878.40.73
Télex : 660.582 F
Directeur : Georges Fillioud
Rédaction - Edition :
Gérard Descotils
Administration : Nicole Covillers
Délégué à la Publication : Henri Pradeaux
Numéro de Commission Paritaire : 601.22
Abonnement : 250 F par an
Composition : OFRES **Imprimerie** B.P. - Paris

Télé-P.S.

LE RESSORT DE LA SOCIETE SOCIALISTE EST D'ABORD DANS LE GOUT DES RESPONSABILITES ET DE LA PARTICIPATION AUX CHOIX COLLECTIFS.

PARTI SOCIALISTE CENTRE DE DOCUMENTATION

RIPOSTE 30.1.80

ACTUEL

Réactions à l'intervention soviétique en Afghanistan

LE CAIRE - Anouar El Sadate, dans un discours prononcé lundi devant l'Assemblée des Peuples, annonce le départ, à sa demande, de tous les conseillers soviétiques demeurés en Egypte et réitère sa condamnation de l'intervention soviétique en Afghanistan. Par ailleurs, le général Hassan Ali, ministre de la Défense, a fait savoir que l'Egypte venait d'ouvrir des camps d'entraînement aux rebelles afghans et leur accordait «plusieurs sortes d'assistance».

TEHERAN - M. Banisadr, nouveau président de la République iranienne, déclare dans un interview au *Monde* du 28 janvier que le devoir de l'Iran est «de fournir dès que possible une aide multiforme financière, militaire, alimentaire, diplomatique au peuple afghan» et ajoute «j'estime que les deux combats, contre les impérialismes américains et soviétiques sont inséparables».

MOSCOU - André Sakharov, dans un message transmis à la presse par son épouse, déclare que le durcissement de la politique intérieure qui a conduit à son exil intérieur est lié à l'offensive soviétique à l'extérieur : «le silence qui m'est imposé ouvrira la voie à d'autres aventures à l'étranger ... les troupes soviétiques livrent une guerre sans merci contre les rebelles et le peuple afghan».

NEW-YORK - Simone Veil, présidente de l'Assemblée européenne, tout en soulignant «qu'il faut à tout prix sauver la détente avec l'Union soviétique», se déclare, à titre personnel, plutôt favorable à un boycott des Jeux de Moscou.

ISLAMABAD - La conférence islamique se prononce en faveur d'un boycott des Jeux de Moscou, condamne en termes sans équivoque l'intervention soviétique en Afghanistan, décide à l'unanimité de «cesser toute aide et toute forme d'assistance» au gouvernement de Kaboul, et appelle tous les états membres à soutenir le peuple afghan et à fournir des secours aux réfugiés afghans au Pakistan.

Onze états (sur 36) ont toutefois exprimé des réserves quant au passage de la résolution invitant au boycott des Jeux de Moscou : Algérie, Irak, Iran, Nord Yemen, Koweit, Jordanie, Cameroun, Guinée, Gabon, Niger, Lybie. La conférence a également demandé la suspension du gouvernement de Babrak Karmal, qui ne sera pas reconnu par les membres de l'organisation.

WASHINGTON - La commission des affaires étrangères du Sénat américain, dans une résolution votée à l'unanimité, demande au Comité international olympique de transférer ou d'annuler les Jeux de Moscou. La Chambre des représentants avait adopté jeudi par 385 voix contre 12 une résolution similaire.

HELSINKI - Le comité olympique finlandais annonce qu'il participera aux Jeux de Moscou.

PARIS - Edmond Maire considère que «l'intervention soviétique ruine pour longtemps en France la possibilité d'un gouvernement de gauche unie et porte un coup sévère à l'union des forces populaires et à la mobilisation populaire».

BRUXELLES - Le comité olympique belge se prononce contre un boycott des Jeux de Moscou.

ROME - Santiago Carillo déclare au quotidien *Republica* à la suite de sa rencontre avec Enrico Berlinguer : «il y a eu une grave équivoque. Nous (les communistes espagnols) ne sommes pas à mi-chemin entre Marchais et berlinguer. Nous sommes décidément et sans aucun doute, du côté du P.c.i dont nous partageons entièrement la ligne». Le communiqué commun des deux responsables du P.c.e et du P.c.i rappelle «le jugement commun de réprobation» émis à propos de l'intervention soviétique en Afghanistan et le voeu des deux partis de promouvoir une Europe «équidistante de la politique des Etats-Unis et de celle de l'Union soviétique».

PARIS - Les membres de la délégation C.g.t, de retour de leur mission d'information à Kaboul, déclarent dans une conférence de presse que «les troupes soviétiques, dont la présence est discrète et peu importante dans la capitale, n'ont pas participé aux combats qui marquèrent le changement de régime du 27 décembre dernier». Ils estiment que les travailleurs afghans ont approuvé massivement le changement de régime et que la majorité du peuple afghan «vaque normalement à ses occupations».

CHAMBERY - Michel Grumberger, adjoint au Maire, annonce sa démission du Parti communiste en raison de sa désapprobation de l'intervention soviétique en Afghanistan.

L'AUSTRALIE annonce la suspension de la vente de 7 000 tonnes de rutile (oxyde de titane) à l'Union soviétique. En **ISLANDE**, le personnel au sol de la compagnie aérienne nationale refuse de s'occuper des appareils de l'Aeroflot. **L'ALLEMAGNE FEDERALE** annule la visite de travail que devait effectuer à Moscou Hans Dietrich Genscher, ministre des Affaires étrangères.

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et Prénom .....

Adresse .....

.....

☐ Abonnement à 1 an : 250 F. Date et signature :

☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Réglement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.

Congrès de la F.e.n

André Henri défend l'indépendance syndicale

L'indépendance des syndicats vis à vis des partis politiques n'est pas un vain mot pour André Henri qui a souligné clairement, dans son rapport moral présenté au Congrès de la F.e.n, qu'il n'entendait pas ménager ceux qui subordonnaient l'action dans les uns à une obédience servile dans les autres.

La tendance «unité et action» où les communistes dominent, est intervenue dans le débat qui a commencé hier après-midi. Les interventions de ses orateurs ont repris les critiques habituelles vis à vis de la majorité qui dirige la F.e.n.

Néanmoins, on estime que l'attitude du P.c.f vis à vis des évènements d'Afghanistan met un certain nombre de minoritaires très mal à l'aise. Il se pourrait que le vote d'orientation recueille une majorité renforcée de 3 à 4%, ce qui ne serait pas le cas pour le rapport d'activité strictement dit. Un tel écart serait révélateur.

Mardi matin, Carmen Aguido, de la résistance chilienne et Eugène Briksius, tchèque, signataire de la Charte des 77 qui a quitté définitivement son pays le 8 janvier, sont intervenus à la tribune et ont recueilli de chaleureux applaudissements. Ce dernier a déclaré que les autorités tchèques ne respectent même pas leur propres lois et que de nombreuses lois sont anti-constitutionnelles.

Bulle

Les ministres de l'Intérieur de Grande-Bretagne, d'Allemagne Fédérale, du Danemark, d'Autriche et d'Italie ont été reçus hier, quelque part en France, dans le plus grand secret, par Christian Bonnet, pour préparer un projet de «Convention de coopération pénale» à l'échelon européen. Ce qu'on appelle aussi «l'espace policier européen». Contre le grand banditisme. Contre le terrorisme.

A cette occasion, on apprend que la collaboration des polices de la C.e.e «précède la ratification, parfois même l'élaboration des textes destinés à les réglementer».

A cette occasion, on apprend que «l'extradition deviendra automatique pour ceux qui risque un an de prison et plus».

A cette occasion, on apprend que dans la réalité, les polices «contournent les difficultés bureaucratiques et ne s'embarrassent pas du respect des règlements et des lois».

Il aurait été dommage que les citoyens de France et d'ailleurs n'aient pas l'occasion d'apprendre ces pratiques. Lorsque à Londres comme à Hambourg, à Paris comme à Rome, à Vienne comme à Copenhague, la police réussit une opération en prenant des libertés avec les lois et règlements, c'est un joli coup des anti-gangs.

Lorsque dans ces mêmes villes, l'opération échoue, c'est une bavure et la mauvaise coordination des services est mise en avant.

Ce que Bonnet nous prépare en catimini avec ses petits camarades, c'est une Europe des «jolis coups». C'est aussi une Europe des «bavures». Il vaut mieux le savoir.